

**N° 22-10-30**

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-deux, le premier octobre,  
le Conseil Municipal de la Commune de BREUIL-BOIS-ROBERT,  
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la  
présidence de M. Bernard MOISAN, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 26 septembre 2022.

**PRÉSENTS** : M.M. MOISAN (Maire), DA SILVA PEDRO, DELAVAUD,  
FORTIN, KÉRJEAN, ROUXEL.  
Mmes DESPINS, JACQUENET.

**EXCUSÉS** : M. MANIANGA-KEYET (pouvoir à M. ROUXEL). Mmes  
FOURNET (pouvoir à M. MOISAN), VOLLAND (pouvoir à Mme  
DESPINS).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme JACQUENET.

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 11  
Présents : 8  
Votants : 11

**OBJET : Convention  
relative au  
remboursement de la  
rémunération des  
médecins membres du  
conseil médical  
interdépartemental et  
des expertises médicales**

Considérant la réforme des instances médicales entrée en vigueur le 1<sup>er</sup>  
février 2022 ;

Considérant le décret interministériel n° 2022-350 du 11 mars 2022 ;  
Considérant la délibération du Conseil d'Administration du CIG de la  
Grande Couronne fixant le montant de la rémunération des médecins  
membres du Conseil Médical ainsi que ses modalités de  
remboursement par les collectivités affiliées ;

Considérant que lorsque la collectivité à laquelle appartient l'agent  
concerné est affiliée au Centre de Gestion, le paiement des honoraires  
des médecins, des frais d'examens médicaux et éventuellement de  
transport et d'hospitalisation pour diagnostic, des frais de déplacement  
des membres de la commission et de l'agent convoqué, dans le  
traitement des dossiers soumis à l'avis de la commission de réforme, est  
assuré par le Centre de Gestion qui se fait ensuite rembourser par cette  
collectivité ;

Considérant qu'en application du décret n° 2015-1869 du 30 décembre  
2015, les sommes versées aux médecins agréés pour siéger au sein  
des instances médicales, chargés d'effectuer des expertises, sont  
assujetties aux cotisations sociales ;

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le

ID : 078-217801042-20221001-DEL\_22\_10\_30-DE

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **autorise le Maire à signer la convention relative au remboursement de la rémunération des médecins membres du conseil médical interdépartemental et des expertises médicales, avec le C.I.G.**

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

En Mairie, le 3 octobre 2022.

Le Maire,  
Bernard MOISAN

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE DE BREUIL-BREUIL" and "Breuil-Breuil (60) 77200". The signature is a cursive scribble that partially obscures the stamp.



**Convention n° 040 relative au remboursement de la rémunération des médecins membres du conseil  
médical interdépartemental et des expertises médicales**

Entre les soussignés :

La **Mairie de BREUIL-BOIS-ROBERT** représentée par son Maire, habilité par délibération en date du  
*1er octobre 2022* ..... et ci-dessous dénommée La **Mairie de BREUIL-BOIS-ROBERT**

D'une part,

Et le **Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne** de la Région Ile-de-France, 15 rue  
Boileau à VERSAILLES (Yvelines), représenté par son Président, Daniel LEVEL, habilité par délibération  
du Conseil d'Administration du 17 Juin 2022, et ci-dessous dénommé le Centre Interdépartemental de  
Gestion.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 : Préambule**

La réforme des instances médicales est entrée en vigueur le 1er février 2022 suite à la publication du décret  
n°2022-350 du 11 mars 2022.

Le Comité médical et la commission de réforme laissent place au Conseil médical. Ce dernier se réunit selon  
deux modalités :

- En formation restreinte (ex comité médical) composée uniquement de médecins et chargé de statuer,  
notamment, sur les demandes d'octroi du congé de longue maladie ou de longue durée ainsi que les  
modalités de réintégration à l'épuisement des droits.
- En formation plénière (ex commission de réforme) composée de médecins, de représentants des  
collectivités ou établissements publics et de représentants du personnel. Elle statue, notamment, sur les  
congés imputables au service et sur la retraite pour invalidité.

Le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions  
d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux prévoit dans son  
article 41 que les honoraires et les autres frais médicaux résultant des examens prévus au présent décret et  
éventuellement les frais de transport du malade examiné sont à la charge du budget de la collectivité ou  
établissement intéressé.

En application du décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015, les sommes versées aux médecins agréés pour  
siéger au sein des instances médicales, chargés d'effectuer des expertises, sont assujetties aux cotisations  
sociales.

Les différents frais peuvent être avancés par le Centre Interdépartemental de Gestion qui se fait rembourser  
par la collectivité ou l'établissement intéressé. Les modalités de ce remboursement sont définies  
conventionnellement.

**Article 2 : Remboursement de la rémunération des médecins membres du conseil médical**

Le montant forfaitaire de remboursement de la rémunération des médecins est déterminé par délibération du  
Conseil d'administration du Centre Interdépartemental de Gestion en date du 14 avril 2022 et correspond à  
un coût moyen du dossier traité en séance.

Le coût du dossier se calcule sur la base du coût de la présence de 2 médecins par séance ramené au nombre moyen de dossiers traités en séance constaté au 31 décembre de l'année précédente. A cela s'ajoute la rémunération du médecin président ramené au nombre de séance du conseil médical par année civile.

A titre dérogatoire, le coût du dossier pour l'année 2022 est fixé à 21 euros compte tenu de l'impossibilité de se référer aux données de l'année N-1 sans risquer d'augmenter substantiellement le coût pratiqué.

Le Centre Interdépartemental de Gestion adresse à La **Mairie de BREUIL-BOIS-ROBERT** un état récapitulatif des sommes dues et liées à la rémunération des médecins membres du conseil médical.

### **Article 3 : Gestion d'expertises diligentées à la demande du conseil médical**

Le paiement des expertises diligentées par le conseil médical est avancé par le Centre Interdépartemental de Gestion.

Le montant de rémunération versée aux médecins inclut les charges patronales.

Le Centre Interdépartemental de Gestion adresse à La **Mairie de BREUIL-BOIS-ROBERT** l'état des sommes à rembourser au titre des vacations avancées aux médecins au titre des expertises effectuées.

Les frais de carence facturés par le médecin en cas d'absence injustifiée en expertise sont à la charge de la collectivité employeur, après remboursement au Centre Interdépartemental de Gestion le cas échéant.

Le montant des frais de carence est celui pratiqué individuellement par chacun des médecins. Ce montant n'est pas soumis à cotisations sociales.

### **Article 4 : Frais de déplacement**

Les frais de déplacement restent à la charge du Centre Interdépartemental de Gestion pour les membres et le président du conseil médical.

Les frais de déplacement des agents pour la consultation de leurs dossiers ou en cas de présence en séance du conseil médical en formation plénière ne sont pas pris en charge.

Les frais de transport relatifs à la convocation en expertise des agents qui le demandent sont directement pris en charge par la collectivité employeur.

Les frais de déplacement d'un représentant de l'agent devant le conseil médical ne sont pas pris en charge.

### **Article 5 : Durée**

La présente convention prend effet à compter du 01 février 2022 correspondant à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation.

Elle prendra automatiquement fin si la mission de secrétariat du Conseil médical n'est plus confiée au Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne.

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par courrier recommandé avec avis de réception, sous réserve d'un préavis de trois mois courant de la date de réception dudit courrier.

## Article 6 : Paiement

La **Mairie de BREUIL-BOIS-ROBERT** s'engage à mandater au profit du Centre Interdépartemental de Gestion les sommes visées à l'article 2, 3, 4 de la présente convention. Le montant sera versé à :

Madame le Payeur Départemental des Yvelines  
Banque de France Versailles  
30001 00866 C 785 000000 67

## Article 7 : Contentieux

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Fait en deux exemplaires

A Versailles, le 21 juillet 2022

Pour le Centre de Gestion,

Le Président,



Daniel LEVEL  
Maire de la commune déléguée de Fourqueux

Pour la Collectivité,

Le Maire.

**Le Maire Bernard Moisan**